L'Actualité économique

L'intégration urbaine, par J.F. BESSON. Un vol., 312 p.
Collection « Bibliothèque d'économie contemporaine » —
PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, Paris, 1970

Essai d'économie urbaine, par F. GUYOT. Bibliothèque
d'économie politique — LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE
JURISPRUDENCE, Paris, 1968

L'économie urbaine, par P.H. DERYCKE. Un vol., 261 p.
Collection « l'Économiste, S.U.P. » — PRESSES UNIVERSITAIRES
DE FRANCE, Paris, 1970

Jean-Pierre Thouez

Volume 47, numéro 4, janvier-mars 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1003821ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1003821ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Thouez, J.-P. (1972). Compte rendu de [*L'intégration urbaine*, par J.F. BESSON. Un vol., 312 p. Collection « Bibliothèque d'économie contemporaine » — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, Paris, 1970 / *Essai d'économie urbaine*, par F. GUYOT. Bibliothèque d'économie politique — LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE, Paris, 1968 / *L'économie urbaine*, par P.H. DERYCKE. Un vol., 261 p. Collection « l'Économiste, S.U.P. » — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, Paris, 1970]. *L'Actualité économique*, 47(4), 759–763. <https://doi.org/10.7202/1003821ar>

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1972

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

LES LIVRES

Les troisième, quatrième et cinquième parties, formant le deuxième volume de l'ouvrage, utilisent cet édifice pour traiter des marchés et des prix. Dans la troisième on décrit, en cinq chapitres, la demande et l'offre, la formation des prix, les formes de marchés : monopole, oligopole et polypole, les objectifs et critères de comportement des entreprises et des ménages.

Dans la quatrième partie on entreprend l'étude très détaillée des formes principales des marchés, en cinq longs chapitres. C'est le cœur de l'ouvrage, où en plus de 350 pages on examine les divers comportements des entreprises en situation de monopole, de duopole, de divers polypoies, dont la concurrence parfaite, du monopole bilatéral. Dans le chapitre 9 qui traite de cette dernière forme du marché, on établit d'une manière nouvelle la théorie de la négociation. Cet apport original de W. Krelle semble constituer, du moins pour l'auteur du présent compte rendu, par son langage concret et clair, un apport pratique, directement utilisable par les hommes d'affaires, d'une valeur au moins égale à celle des divers manuels et traités de la science de gestion ou d'informatique, dont la quantité sinon la qualité submerge tous ceux qui s'intéressent à l'économie.

La cinquième et dernière partie examine, en cinq chapitres, les oligopoies supérieurs, la théorie des prix dans la distribution, la théorie dynamique des prix, la prise en compte du risque et de l'incertitude, l'utilisation de l'outil mathématique de la programmation, pour résoudre le problème essentiel de la politique optimale de la production, des prix et de la publicité, problème concret et immédiat pour tous les hommes d'action dans l'économie. L'ouvrage se termine par la présentation de dix exemples de solution de cas concrets de ce type, en situation statique et dynamique.

Georges Bernard

L'intégration urbaine, par J.F. BESSON. Un vol., 312 p. Collection « Bibliothèque d'économie contemporaine ». — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, Paris, 1970.

Essai d'économie urbaine, par F. GUYOT. Bibliothèque d'économie politique. — LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE, Paris, 1968.

L'économie urbaine, par P.H. DERYCKE. Un vol., 261 p. Collection « l'Économiste, S.U.P. » — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, Paris, 1970.

Un propos de l'introduction situe très bien le premier ouvrage. « Les transformations de la composition du produit global dans les sociétés à effectifs eux-mêmes croissants ont induit une forte augmentation des échanges sociaux,

qui explique largement la croissance et l'extension des agglomérations urbaines. La généralisation du mode de vie urbain contribue à son tour à créer une nouvelle organisation dans la prestation des services... »

La ville définie comme « espace de rapports sociaux » demanderait à être étudiée à deux niveaux complémentaires : celui « des modes territoriaux de l'aménagement » et celui « de la répartition des pouvoirs de décision ». L'ouvrage de J.F. Besson vise à travers l'analyse et la critique de modèles mathématiques à mesurer les critères d'efficacité des différents types d'action, à préciser dans quelles conditions les sociétés peuvent choisir et mettre en place les modalités optimales d'aménagement urbain contribuant ainsi à maximiser leur « bien-être » ; ce qui implique naturellement que l'on procède à la détermination de ce « bien-être ».

A ce niveau d'analyse, de nouvelles modalités d'organisation de l'espace devront être mises en place rendant possibles sinon probables des changements dans la répartition des pouvoirs de décision. Cependant « constater que de tels changements sont possibles ne permet pas de dire qu'ils sont notables ». En fait, la majorité des auteurs dénoncent le plus souvent l'absence d'une telle évolution de la répartition des pouvoirs lorsqu'ils font l'analyse des techniques répressives liées aux sociétés industrielles aussi bien dans la tradition « marxienne » que dans la tradition « freudienne », car il ne suffit pas de contester la légitimité de certaines relations sociales, il faut aussi rechercher les conditions dans lesquelles de nouvelles relations pourraient être établies, ce qui constitue l'autre face d'une prospective positive.

Les modalistes d'organisation doivent tendre à assurer un état optimum ou satisfaisant des rapports sociaux — dans le sens d'intégration. Une des difficultés majeures réside dans l'objectif de la société qu'on ne saurait définir une fois pour toutes dans le temps et dans l'espace puisqu'il est « par lui-même en devenir (évolution) » d'où « on ne peut définir que l'état des rapports qui en toute occurrence permet à une société de maîtriser cet objectif en devenir » tel est le sens de l'intégration que l'auteur essaie de démontrer. Pour cela il détermine les procédures permettant de « révéler les préférences de ce bien-être » en vue de planifier l'aménagement de la région urbaine par l'intermédiaire d'une méthode de calcul applicable à « toutes les fonctions économiques possibles ou souhaitables » et d'une méthode d'action « élaborée en fonction de l'objectif précis proposé à savoir l'intégration ».

L'emploi de ce concept est alors précisé par l'auteur qui cerne du même coup l'enjeu et les difficultés des études et des interventions portant sur le phénomène urbain et qui doivent faciliter le choix et l'application des moyens constituant la politique à mettre en œuvre. Il s'agit alors de déterminer le degré « de centralisation — décentralisation le mieux adapté aux fonctions collectives » en vue de répondre aux possibilités d'initiative, d'échange et d'épanouissement des individus. On vise alors à préciser les conditions dans lesquelles les rapports sociaux ne seraient ni conflictuels ni désagréés.

Ainsi « la problématique de l'intégration urbaine permet avant tout de modifier les modalités de calcul rationnel nécessaire à toute action efficace ».

Si la méthode de calcul de l'économiste est « indispensable » elle ne saurait suffire car elle ne prend pas « l'homme comme fin » mais « l'homme médiatisé par les choses » (biens rares ou par les machines contraignantes).

Le support physique de l'ensemble des activités et des ressources est, nous l'avons vu, constitué par la région urbaine. Ce sont les propriétés de cet espace géographique qui déterminent le caractère collectif d'une partie de ces activités. C'est donc à partir de l'analyse de cet espace que l'on peut définir la nature des activités collectives et leur place dans la vie sociale. Il semble paradoxal de constater que cette notion pivot soit révélée par les économistes français — voir à ce sujet les essais et principalement les thèses de doctorat publiées dans les cinq dernières années. L'auteur fait la distinction entre les « positions » (aspect tropique) et les « attractions » (tropismes) des collectivités à l'intérieur de leur base régionale, ce qui l'amène alors à élaborer une théorie des groupes sociaux et des interactions sociales dans cet espace. Le traitement statistique de ces problèmes est aujourd'hui possible grâce aux progrès des calculatrices électroniques et des techniques matricielles et d'inférence statistique de plus en plus utilisées dans notre discipline. L'auteur retient la méthode factorielle pour l'analyse des positions et les modèles gravitaires pour l'étude des mouvements. Il s'agit dans ce dernier cas, à partir de « l'observation d'échantillons de tirer un modèle d'interaction reposant sur des hypothèses simplifiées dont on cherche par des processus stochastiques de suivre dans le temps la diffusion des positions ». Les régularités mises en œuvre par les méthodes précédentes peuvent être associées aux principes d'organisation et de répartition. Cependant on s'aperçoit à l'heure actuelle que les théories dites des lieux centraux doivent être enrichies par d'autres recherches, en particulier celles qui découlent des théories du comportement.

D'autre part, bien que J.F. Besson traite de l'observation en milieu urbain (caractérisé par « la tendance à l'expansion » et « le développement du processus de désintégration ») il se heurte au problème de liaison fondamentale entre celle-ci et les modèles de croissance et de répartition géographique de cette croissance (voir à ce sujet P. Merlin, *Modèles d'urbanisation*, dans Cahiers de l'A.U.R.P. n° II, Paris, 1968) du fait même, comme l'auteur le souligne, de l'insuffisance d'une théorie générale, de l'absence de modèle théorique satisfaisant ou de la pauvreté des données statistiques directement utilisables pour l'évaluation des paramètres ou pour la définition des variables choisies. Une des solutions résiderait dans ce cas dans « l'indigénéisation » de la quasi-totalité des variables du modèle, c'est-à-dire à articuler les différents modèles de politique économique (normatifs) aux modèles de guidage dans le cadre de la région urbaine.

La thèse de F. Guyot se situe dans une autre optique, plus proche du traité que de l'essai. Pour l'auteur, la ville est tout le champ idéal pour la recherche pluri-disciplinaire (voir de même J. Rémy, *La ville phénomène économique*, les éditions ouvrières, Bruxelles, 1966). Il tente de situer ce concept dans les différentes disciplines, en particulier en économie, à la lumière des travaux des

théoriciens de la localisation (dont beaucoup ont considéré la ville comme un point influençant les localisations agricoles, comme le rappelle R. Gendarme dans la préface de l'ouvrage). Puis, il analyse les fonctions urbaines pour aboutir à décrire les essais de classification fonctionnelles. Enfin, cette première partie qui traite de l'économie externe de la ville débouche sur le phénomène de croissance urbaine. Significative à cet égard, la critique des indices synthétiques qui traduisent la croissance en fonction du développement. La deuxième partie reprend les hypothèses formulées à propos de la croissance urbaine pour s'attacher à la théorie de la dimension optimum. L'examen de l'économie interne de la ville est largement fondé sur les théories de l'espace urbain dont l'auteur passe en revue les différents modèles en insistant sur les conceptions écologiques des premiers qui devraient, d'ailleurs, être enrichis par les travaux réalisés en géographie sociale urbaine (*urban social geography*). Constatant avec raison les limites des modèles (bien qu'il ne tienne pas compte des développements nouveaux en la matière) il centre son attention sur les facteurs de localisation proposés dont il réalise une analyse critique. Enfin, il énumère rapidement les principaux problèmes liés au développement urbain. Ouvrage classique, malheureusement la bibliographie est faible.

Autre ouvrage d'initiation de F.H. Derycke qui se divise en deux grandes parties : présentation des techniques et méthodes de l'analyse économique des villes, et processus d'aménagement de la croissance urbaine. Ces deux ensembles sont précédés d'un chapitre introductif qui traite du phénomène urbain (histoire de l'urbanisation, étude statistique des unités urbaines, aspect interdisciplinaire des études urbaines).

Les méthodes de l'analyse urbaine s'inspirent, comme le rappelle l'auteur, des travaux d'économie spatiale qu'il décrit rapidement avant de distinguer les méthodes d'analyse des villes (analyse des réseaux urbains) et de la ville (analyse des espaces urbains). Approche classique, enrichie d'observations personnelles : « Le concept de région urbaine traduit bien une réalité. Mais il impose une réinterprétation de l'analyse des réseaux urbains et une vision nouvelle de l'espace économique urbanisé — entendu comme espace conçu comme un lieu capable d'aménagements aux moindres coûts. » De même, après avoir décrit brièvement la morphologie des espaces urbains, les localisations intra-urbaines, puis les modèles de valeurs foncières, il écrit : « Qui ne voit en effet que toutes les analyses des réseaux, des espaces et des valeurs exigent d'être rassemblées et refondues dans une vision totale du phénomène urbain ? Seule une telle vision au sens que Schumpeter donnait à ce terme permet l'étude des externalités engendrées par les villes et l'analyse des coûts et des avantages sociaux découlant de la vie dans les ensembles urbains ». Les insuffisances de l'analyse spatiale-régionale des villes l'amène alors à examiner la ville comme agent économique, c'est-à-dire comme « catégorie économique et spécifique appelant un type d'analyse particulier » (R. Gendarme, dans la préface du livre de F. Guyot, soulignait : « La ville est devenue une catégorie économique fondamentale ; pourquoi ne pas la comparer par rapport à

une entreprise par exemple ? Ne possède-t-elle pas ses coûts, son optimum, ses investissements ?). L'hypothèse est reprise dans l'ouvrage de J. Rémy (cité ci-dessus) et dans *A Preface to Urban Economics* de W. Thompson (The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1965).

Cependant le type de calcul économique qu'il faut ici utiliser diffère du calcul économique du consommateur sur un marché ou du calcul de l'entrepreneur dans un secteur. « Il a son horizon, ses instruments, ses objectifs, sa rationalité propres... Le planificateur doit surimposer sa propre rationalité, sa propre vision d'un développement harmonieux des villes... » Mais comment faire prévaloir la rationalité des choix collectifs à l'encontre des projets particuliers ? La gestion économique de la ville remet donc en cause les structures administratives classiques. La ville est identifiée à un « agent planificateur » possédant « la maîtrise de la gestion de son patrimoine », donc de pouvoir de décision sur les personnes et sur les biens mais en accord avec tous les « groupes sociaux concernés ».

La deuxième partie précise les facteurs de la croissance urbaine ce qui permet de clarifier les méthodes de projection du développement économique et spatial des villes. Parmi celles-ci soulignons l'apport intéressant des modèles séquentiels de la croissance urbaine qui dépassent les modèles fondés sur la théorie de la base. Ils ajoutent à ces derniers des éléments nouveaux et importants qu'ils relient dans un modèle de fonctionnement du système urbain en voie de croissance par étapes. Cependant, ils soulèvent des difficultés techniques non encore résolues (voir à cet égard le compte rendu du colloque de Québec, *Développement urbain et analyse économique*, Éditions Cujas, Paris, 1969).

« L'économie urbaine n'est en définitive qu'une réponse très partielle à l'ensemble des problèmes que pose la vie de l'homme dans la cité ». D'où l'urgence d'un projet collectif qui inclurait toutes les disciplines en vue de l'étude de la « structuration des complexes urbains » et qui aurait plus de chance de produire « des réponses significatives au problème urbain » (G. Paquet, *Développement urbain et analyse économique*, op. cit., pp. 41-52).

Jean-Pierre Thouez

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

L'économie mixte, par PHILIPPE MARCHAT. Un vol., 4½ po. x 7, broché, 126 pages. Collection « Que sais-je ? ». — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, Paris, 1971.

Après avoir défini l'économie mixte en guise d'introduction, l'auteur consacre la première partie de cet ouvrage à l'économie mixte et l'entreprise. Le premier chapitre de cette partie porte sur les principaux secteurs d'intervention de l'État et sur les caractères généraux de l'économie mixte. Quant au chapitre II, il traite de l'économie concertée et de l'économie contractuelle. La deuxième partie est consacrée à l'économie mixte et l'équipement, c'est-à-